

Remarquez bien, monsieur le président, cela c'est fort...

...il faudra probablement, selon moi, offrir des encouragements spéciaux pour retarder les immobilisations du secteur des affaires, quoique cela soit évidemment difficile à prédire.

Ce sont des méthodes de 1930. Durant la dernière crise, ou régression économique, le gouvernement offrait \$2 pour les petits cochons que les cultivateurs empêchaient de naître. On offrait 50c., dans le Nouveau-Brunswick, pour chaque pommier qu'on coupait. Et le ministre des Finances dit qu'il va offrir des encouragements spéciaux pour retarder l'immobilisation dans le secteur des affaires.

Je prévient le ministre des Finances que j'ai l'intention de retarder certaines immobilisations que je devais faire dans le secteur des affaires, l'an prochain; je ne les ferai que dans 25 ans. Alors, que le ministre m'envoie ces encouragements spéciaux. C'est comme ce cultivateur qui écrivait au ministre des Finances: il y a 30 ans, et lui disait: «Monsieur le ministre, vous offrez \$2 pour les petits cochons qu'on empêche de naître; comme il y a 3,000 petits cochons qui ne sont pas nés sur ma terre, envoyez-moi donc \$6,000.» C'est ce qu'on faisait durant la crise. On offrait des primes pour empêcher la production, alors que le monde crevait de faim. Aujourd'hui, le ministre s'en vient avec la même suggestion qu'autrefois, c'est-à-dire qu'il offre des encouragements spéciaux pour retarder les immobilisations dans le secteur des affaires pour encourager le monde à ne pas produire, à ne pas investir.

Monsieur le président, c'est retourner à des méthodes moyenâgeuses, des méthodes d'autrefois.

Le ministre des Finances va payer combien? Il ne l'a pas dit. Donnera-t-il une grosse prime pour empêcher d'investir? Peut-il nous dire quels seront ces encouragements spéciaux pour nous empêcher d'investir? L'honorable ministre pourrait peut-être nous dire quel genre d'encouragements spéciaux il va offrir ou encore quelles seront les primes pour ceux qui diminueront leur production ou qui cesseront d'agrandir leur industrie?

C'est rendu, monsieur le président, qu'on se demande si l'on n'a pas un ministre des Finances qui se croit à l'époque du XVII<sup>e</sup> ou XVIII<sup>e</sup> siècle. Vous savez, ces économistes arriérés me font penser à ce cultivateur qui s'en allait avec son bœuf et qui traînait, sur sa charrue, deux ou trois cordes de bois. Arrivé en ville, il voit une pancarte indiquant: vitesse, 30 milles à l'heure. Il dit à son bœuf: Viens-t'en, on n'est pas capable d'aller si vite que ça. Il y a des économistes comme ça, monsieur le président, dans notre siècle,

qui ne sont pas capables d'aller aussi vite que le progrès moderne.

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais étant donné que les discours sur l'exposé budgétaire sont limités à 30 minutes, en vertu du Règlement, je dois l'informer que son temps de parole est écoulé.

**M. Grégoire:** Monsieur l'Orateur, étant donné qu'on m'a interrompu deux ou trois fois, on pourrait peut-être m'accorder une minute et demie pour terminer mes observations.

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** A ce sujet, je dois dire à l'honorable député que la présidence, ainsi que ses adjoints et les hauts fonctionnaires de la Chambre—sans parler des trois horloges qui nous environnent—a tenu compte du temps pris par le ministre des Finances alors qu'il a interrompu l'honorable député à deux ou trois reprises.

Je puis demander à la Chambre si elle est d'accord pour permettre à l'honorable député de poursuivre ses observations.

**Des voix:** D'accord!

**Une voix:** Qu'il parle de questions fédérales!

[Traduction]

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le représentant pourrait peut-être au moins terminer son histoire. (Exclamations)

[Français]

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** A l'ordre! Si je comprends bien, les députés s'entendent pour permettre à l'honorable député de Lapointe de terminer ou de conclure ses observations?

**Des voix:** D'accord!

**M. Grégoire:** Monsieur le président, je n'en ai que pour deux ou trois minutes, puisque le ministre des Finances voudrait que je finisse de raconter mon histoire qui, de fait, était terminée.

C'est que tous les économistes, à l'heure actuelle, ne sont pas capables de s'adapter au progrès ou à l'âge de l'automatisation dans le lequel nous vivons. Si le ministre des Finances voulait réellement s'adapter au progrès, il trouverait un autre système que celui que nous avons aujourd'hui et cesserait d'offrir des primes pour la non-production; au contraire, il offrirait plutôt des encouragements spéciaux pour ceux qui produisent.

C'est pourquoi je ne peux que le blâmer d'offrir des encouragements spéciaux pour retarder les immobilisations du secteur des affaires.

En terminant, monsieur le président, je voudrais simplement dire un mot sur la question des reçus de charité dont le ministre a